



L'exportation des surplus agroalimentaires nocifs aux pays en développement est une chose abominable. A cet acte s'associe l'idée de dépôt, d'abandon, et de contrainte. Décharger ses déchets, et les problèmes qu'ils peuvent causer, sur ceux qui ne sont pas en mesure de les refuser est irresponsable, arrogant et brutal. C'est pourtant de cette manière non-scrupuleuse que le monde va se débarrasser des surplus d'aliments irradiés.

L'industrialisation des exploitations agricoles dans les pays développés facilite, à bas prix, la production en masse de denrées alimentaires. Il est donc concevable que les surplus qui ne pourraient pas être vendus sur place soient exportés grâce à une subvention de l'Etat créant ainsi une saturation du marché mondial, une baisse de prix au niveau international, et un affaiblissement de la concurrence à l'intérieur des pays importateurs.

Une telle pratique serait aussi catastrophique pour les petits agriculteurs et producteurs importateurs dont les prix ne pourraient pas rivaliser avec ceux créés par les aides financières gouvernementales accessibles aux pays riches.

L'inclusion de politiques commerciales agricoles dans le cadre des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et d'autres traités internationaux a aussi contribué à l'exportation à grande échelle des biens de consommation alimentaire. Selon les accords de commerce mondial, les pays signataires peuvent être contraints à importer des marchandises moins chères que les produits locaux. Cette menace économique peut aussi avoir des effets désastreux sur la sécurité alimentaire, l'environnement, et la couche sociale des pays en développement.

Ces pays membres peuvent, par ailleurs, être obligés à importer des aliments irradiés et autres produits agroalimentaires qui ne respectent pas les normes nationales. En effet, l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) autorise le système de résolution de conflit de l'OMC à considérer les lois d'hygiène alimentaire et les critères discriminatoires adoptés par un gouvernement national comme "obstacles au commerce".

En particulier, cet Accord SPS reconnaît la Commission du Codex Alimentarius comme

référence des normes alimentaires internationales. La même Commission qui est actuellement en train de relâcher les mesures, déjà médiocres, qu'elle avait établi pour les aliments irradiés.

L'utilisation à grande échelle de l'irradiation dans le domaine agroalimentaire favorisera l'exportation de produits nocifs. En effet, le fait que la durée de vie des aliments irradiés soit trois fois plus longue que la durée de vie normale contribuera à la croissance des taux de surplus. Les multinationales agroalimentaires seront alors forcées de se débarrasser de ces réserves sur ceux qui le voudront bien, notamment les populations pauvres des pays en développement. Les coûts élevés de production feront que les denrées de base seront irradiées dans les pays industrialisés et exportées sans aucun scrupule vers le Tiers-Monde.

Comme les produits locaux ne pourront pas faire concurrence à ces importations bon marché, les agriculteurs seront plus aptes à unir leurs terres et main-d'oeuvre et former des entreprises communes pour la production de cultures de rente. Ces cultures seront ensuite irradiées et renvoyées à peu de frais aux pays industrialisés. La diversité agricole et le développement d'une écologie durable seront, par conséquent, sacrifiés en faveur du profit.

Cet échange de biens de consommation alimentaire nocifs s'effectuera dans les deux sens: les surplus de denrées de base seront expédiés aux pays en développement et les produits de luxe aux pays industrialisés au détriment de l'autonomie économique, la souveraineté alimentaire, et du développement durable.

L'exportation d'aliments irradiés aura non seulement un effet défavorable sur les économies nationales, mais sera également nuisible à la santé des populations locales. L'innocuité de ces aliments n'a pas encore été prouvée et les recherches scientifiques ont démontré qu'ils peuvent causer le cancer, des mutations génétiques, des fausses-couches, le fonctionnement défectueux des organes, des carences en vitamines, et d'autres problèmes de santé très graves chez les animaux.

De plus, l'irradiation des produits agroalimentaires diminue sévèrement leur valeur nutritive. La perte importante de vitamines qu'elle cause est accélérée par les longues périodes de

stockage et par la cuisson.¹ Les aliments irradiés manquent d'éléments nutritifs et sont malsains. Les pays en développement ne devraient pas être forcés de consommer des produits dénaturés et nocifs dans l'intérêt du libre-échange et pour le bénéfice des grandes entreprises.

Les aliments irradiés seront probablement utilisés par les programmes d'aide alimentaire de la même manière qu'ils seront exportés grâce aux accords commerciaux. Les Etats-Unis expédient actuellement des denrées alimentaires qui ont été génétiquement modifiées, mais ne sont pas identifiées comme telles, dans le cadre d'activités de secours en cas de désastre et d'aide alimentaire aux pays en développement partout dans le monde.² Il est par conséquent, peu probable, qu'ils aient des scrupules à expédier des aliments de base irradiés aux millions d'affamés du monde entier.

Le gouvernement américain se flatte de ses "interventions militaires humanitaires" comme il le fait de l'aspect à la fois généreux et intéressé de "l'exportation de produits nocifs pour raisons humanitaires". Dan Glickman, l'ancien ministre américain de l'agriculture, a d'ailleurs vivement recommandé aux grandes entreprises d'exploiter l'emploi de l'aide humanitaire.

Monsieur Glickman a encouragé les multinationales agroalimentaires à contribuer des produits d'origine biotechnologique aux programmes d'aide alimentaire: "Si elles pensaient au long terme, elles réaliseraient sans doute qu'il leur serait plus rentable de se concentrer sur les pays en développement non seulement par solidarité commerciale mais aussi parce qu'un tel investissement s'avérerait fructueux lorsque ces pays seraient devenus des clients fiables."³ Une telle attitude définit un nouvel axiome: mieux vaut distribuer aux gens des boîtes de sardines irradiées avec des bons d'achat plutôt que de leur apprendre à pêcher.

L'objectif des organisations internationales et des multinationales est de nourrir le monde entier d'aliments irradiés. Afin d'obtenir une bonne réputation auprès des agences de secours et de se rendre honorable, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, la compagnie de haute technologie Titan Corporation, et d'autres entreprises transnationales ont soumis des plans de projet douteux pour promouvoir l'irradiation comme solution absolue à la lutte contre la faim.

L'irradiation des produits agroalimentaires et leur exportation non-scrupuleuse poseront un grand obstacle au développement durable. La privatisation des ressources alimentaires va créer une grande dépendance sur les relations

d'import-export, tout en diminuant l'importance des principes de sécurité et souveraineté alimentaires, du droit fondamental d'accès à la nourriture et d'adoption de politiques alimentaires et agricoles au niveau national.⁴

L'industrialisation des méthodes agricoles contribue à la destruction de l'environnement. D'avantage de forêts sont déboisées, les cours d'eau sont pollués par un plus grand nombre de produits chimiques et de déchets, et la terre est privée de quelques éléments nutritifs et d'une certaine autonomie que lui offrait l'agriculture traditionnelle.⁵

La destruction des exploitations familiales entraîne l'exode rural et l'urbanisation anarchique, la pauvreté, et toute une panoplie de maux associés aux pressions sociales et à la dépression économique. Et ce sont les femmes, marginalisées, sous-représentées, et surmenées dans la plupart des sociétés, qui souffrent le plus de tels bouleversements économiques, politiques et sociaux.⁶

Le monde industrialisé exploite depuis très longtemps les pays en développement à l'aide de nombreuses mesures et actions politiques et économiques néfastes. Comme si cela n'était pas suffisamment préjudiciable, la propagation de l'irradiation des produits agroalimentaires promet elle aussi d'infliger des stratégies de développement inadéquates, des accords commerciaux inefficaces, et des risques sanitaires au Tiers-Monde.

Références

¹ Webb, Tony et autres. *L'Irradiation Alimentaire: Qui en veut?* Editions Thorsons: Angleterre, 1987.

² "L'Aide Alimentaire dans le Nouveau Millenium: Les Aliments Génétiquement Modifiés et l'Assistance Etrangère", Rapport de Food First/Institut de Politique pour l'Alimentation et le Développement, Décembre 2000.

³ "Le débat américain sur les aliments d'origine biotechnologique ne tient pas compte de leur potentiel humanitaire", Associated Press, 17 Juillet, 2000, mentionné dans "L'Aide Alimentaire dans le Nouveau Millenium: Les Aliments Génétiquement Modifiés et l'Assistance Etrangère", Rapport de Food First/Institut de Politique pour l'Alimentation et le Développement, Décembre 2000.

⁴ "La Souveraineté Alimentaire et le Commerce International" Via Campesina, Octobre 2000.

⁵ "L'Agriculture dans les Pays en Développement: Comment va-t-elle Evoluer? Les Petits Exploitants Agricoles et la Nécessité de Nouveaux Systèmes de Production Alimentaire Favorables au Développement" d'Aileen Kwa, Le Centre du Sud.

⁶ Voir "Le Commerce et la Famine: une Synthèse d'Etudes de Cas sur l'Impacte de la Libération Commerciale sur la Sécurité Alimentaire" de John Madeley, Forum Syd, 2000.



Vous êtes concerné!
(202) 546-4996
cmep@citizen.org
www.citizen.org/cmep

